



Centrale nucléaire de Paluel

30 ans ça suffit ! Non au grand Carénage



Le site de Paluel abrite la centrale nucléaire exploitée par EDF dans le département de la Seine-Maritime, à 30 km au sud-ouest de Dieppe. Le premier coup de pioche a été donné en décembre 1975 dans la vallée « Sunset », choisie pour ses caractéristiques géologiques. Le chantier de construction a duré dix ans et a mobilisé plus de 5 000 hommes. Aujourd'hui deux des réacteurs de cette centrale ont passé la barre fatidique des 30 années d'exploitation. Depuis mai 2015, le réacteur n°2 connaît d'importants travaux appelés par l'exploitant « Grand Carénage ».



Les opérations vont se prolonger jusqu'en mai 2016. Les équipements les plus importants sont l'objet d'un programme de maintenance approfondie, le système de commande du réacteur sera profondément modifié... au prétexte d'améliorer la robustesse du réacteur. Ni la cuve, qui reçoit le combustible radioactif, ni l'enceinte de confinement, ultimes barrières de protection ne pourront être changées...

L'ambition d'EDF est de prolonger d'au moins une décennie ce site nucléaire dont le coût de construction est amorti depuis longtemps. Le Collectif STOP-EPR ni ailleurs s'oppose à ce projet et exige que tous les réacteurs nucléaires soient arrêtés au bout de 30 années d'exploitation.

En réalisant ces travaux EDF impose ses intérêts et méprise nos droits

A ce jour, il n'est pas acquis que l'Autorité de sûreté nucléaires (ASN) valide à l'issue de ces travaux l'examen de conformité de tranche (ECOT) qui tient lieu d'autorisation de fonctionnement pour une décennie supplémentaire.

La stratégie d'EDF est de vouloir nous imposer la prolongation des centrales nucléaires au-delà de 40 ans par un plan massif d'investissement. Une fois atteint les 40 ans, EDF nous mettra devant le fait accompli en prétextant de la réalité de ces investissements pour nous contraindre à poursuivre le programme nucléaire. Elle a déjà procédé ainsi par le passé en passant outre les autorisations avec l'EPR, elle le fera dans le futur.

Le « Grand Carénage » ne fait que compenser une longue décennie au cours de laquelle l'état du réacteur s'est dégradé faute d'investissements et de maintenance.

Tout au plus Paluel sera enfin conforme aux normes en vigueur aujourd'hui. Mais la robustesse de l'installation ne sera pas profondément renforcée. Le « Grand Carénage » est tout au plus un rattrapage de ce que l'exploitant nucléaire n'a pas fait depuis 10 ans.



Un coût prohibitif qui ne diminue pas le risque nucléaire

EDF chiffre globalement le coût des « Grands Carénages » sur l'ensemble du parc nucléaire à 55 Mds€. A Paluel, les dépenses seront de l'ordre d'1Md€. Ces coûts sont sous-estimés et sont déjà dépassés. L'incendie sur le condenseur survenu en Juillet dernier impose ici de changer un équipement très cher et des travaux qui n'étaient pas prévus...

La Commission d'enquête parlementaire qui a travaillé sur les coûts du nucléaire en 2014 considère que la facture sera beaucoup plus salée. Selon une étude proposée par Greenpeace, les Grands Carénages coûteront dans les faits entre 110 et 240 Mds€.

C'est bien évidemment l'usager, le contribuable qui va payer cette facture. Déjà depuis de nombreuses années le prix de l'électricité ne cesse d'augmenter. Ce n'est qu'un début. EDF nous expose à une hausse constante des factures sans être en capacité d'assurer que l'accident nucléaire n'arrivera jamais...

Le « Grand Carénage » augmentera la pollution nucléaire

Paluel est avec celle de Cattenom, en Lorraine, la centrale nucléaire dont les rejets liquides et gazeux dans l'environnement sont les plus importants. Rien que pour le Tritium, 116 000 GBq sont déversés chaque année dans la mer...

TABLEAU 2 / GAMME DE REJETS ANNUELS RÉELS LIQUIDES (MIN ET MAX) EN FONCTION DU NOMBRE ET DE LA PUISSANCE DES RÉACTEURS IMPLANTÉS SUR CHAQUE SITE (GBq/an)

	Tritium	Carbone 14	Iodes	Autres PF/PA*
Gravelines	60 000-72 000	60-66	0,03-0,054	1,2-1,8
Cattenom • Paluel	96 000-116 000	60-64	0,024-0,036	2,4-3,6
Bugey • Cruas-Meysses • Chinon Dampierre • Tricastin • Le Blayais	40 000-48 000	40-44	0,02-0,36	0,8-1,2
Civaux • Chooz	26 000-64 000	30-32	0,012-0,018	0,4-0,6
Belleville • Flamanville • Golfech Nogent • Penly • Saint-Albans	48 000-58 000	30-32	0,012-0,018	1,2-1,8
Fessenheim • Saint-Laurent	20 000-24 000	20-22	0,01-0,018	0,4-0,6

* Produits de fission (PF) et produits d'activation (PA), principalement : les cobalt 58 et 60, les césium 134 et 137 et l'argent 110m

déversées dans l'environnement par une installation qui n'a jamais garanti le confinement des substances toxiques dont elle abuse.

Les travaux du « Grand Carénage », en particulier le changement du combustible utilisé, augmenteront ces rejets et les risques sanitaires qu'ils génèrent de près de +33 %.

Il est temps de mettre un terme à la pollution radioactive et chimique des eaux de la Manche par l'industrie nucléaire.

Le Collectif STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs s'oppose vigoureusement à la modification des autorisations de rejets adressée par EDF aux pouvoirs publics.

Des risques non maîtrisés à Paluel et ailleurs

Depuis mai 2015, le « Grand Carénage » a donné lieu à une longue suite d'accidents et d'incidents. Ce chantier s'il n'est pas maîtrisé a été très mal préparé. Une longue suite de courriers de position de l'Autorité de Sûreté Nucléaire permet de prendre la mesure de la situation. Aujourd'hui on se rend compte que des opérations pourtant essentielles sont impossibles en raison de la défaillance d'équipements de levage. Des ouvriers ont été contaminés sur des chantiers mal préparés.

Plus globalement, la culture de sûreté est insuffisante ici. Dans un courrier du 16 juillet 2015, l'Autorité déclare-t-elle ainsi : « En matière de **management de la sûreté**, il apparaît que la prise en compte des positions émises par la filière indépendante de sûreté (FIS) doit progresser. Les inspecteurs ont observé que le taux de suivi des positions de la FIS, lors de l'analyse du caractère déclaratif de certains événements, apparaît particulièrement faible, et repose sur des justifications parfois inappropriées. » Et au final, l'ASN « estime que le CNPE de Paluel doit progresser notamment sur la formalisation de la démarche de maîtrise du vieillissement. »

Décidément Paluel est très loin d'être la centrale la plus sûre de France. C'est une installation obsolète dont EDF n'a pas été capable de maîtriser le vieillissement. Ici Plus qu'ailleurs, le risque nucléaire est une menace permanente.

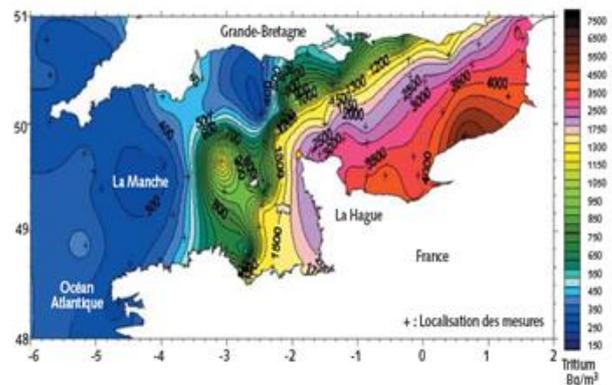
La situation de cette centrale donne à voir qu'un accident nucléaire n'est plus à exclure. L'Autorité de Sûreté nucléaire et l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) le réaffirment régulièrement, y compris dans les médias. Un accident nucléaire grave est possible en France.

A partir d'une analyse détaillée du nucléaire dans le Monde, le mathématicien Étienne Ghys calcule qu'il y a 72 (mal)chances sur 100 pour qu'un accident nucléaire majeur se produise d'ici 30 ans en Europe...

Le risque ne se limite pas aux seules substances radioactives. Une centrale nucléaire est aussi une usine chimique qui utilise des produits dangereux et nocifs.

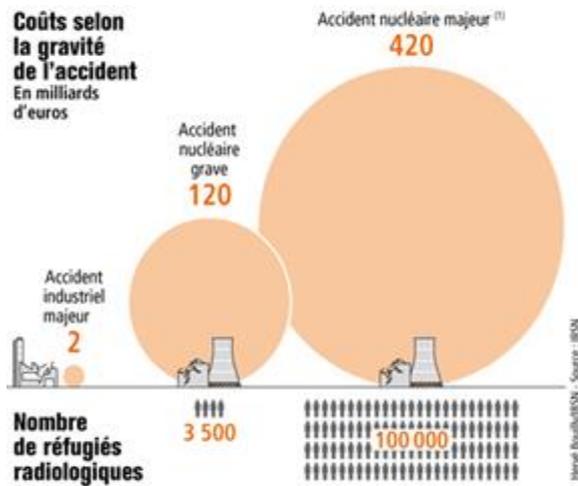
Aux « produits de fission » il faut ajouter de nombreux toxiques utilisés pour réguler l'activité nucléaire et « protéger » les équipements de la centrale (morpholine, hydrazine, et autres dérivés du Chlore etc.)

Nous refusons ce risque sanitaire comme tous ceux auxquels nous exposent toutes substances



Aucuns travaux ne nous mettront à l'abri de l'accident nucléaire

Toutes les études le prouvent : le risque d'accident s'accroît avec l'âge des réacteurs quels que soient les travaux réalisés pour tenter de compenser l'usure de machines anciennes qui mettent en œuvre des technologies dépassées.



Selon une étude de l'IRSN, le coût probable d'un accident nucléaire majeur en France pourrait atteindre 430 voire 760 milliards d'euros ; des montants très supérieurs ont été avancés pour les cas les plus extrêmes. Dans le pire des cas, la facture serait si lourde pour l'État français, que cela provoquerait la faillite d'EDF et impacterait la croissance économique du pays sur plusieurs décennies.

Les économistes de l'IRSN ajoutent qu'« un accident nucléaire majeur en France constituerait une catastrophe européenne aux conséquences ingérables ». Ces études minimisent largement des conséquences humaines dramatiques qui n'ont en réalité pas de prix, mais leurs résultats interdisent à tout le moins aux décideurs politiques d'agir comme s'ils les ignoraient.

Puisqu'aucun moyen technique ne pourra jamais garantir le risque zéro, il est urgent d'admettre la nécessité d'opérer une sortie du nucléaire. Non seulement aujourd'hui que cela est possible mais c'est souhaitable ne serait que pour garantir les droits des générations futures ici et ailleurs à vivre dans un environnement sain.

Exigeons l'arrêt des réacteurs de la centrale de Paluel

Il est temps de tourner la page du nucléaire et de passer à autre chose

Plutôt que d'engager des sommes colossales pour maintenir en fonctionnement des machines obsolètes et dangereuses, il conviendrait de lancer un vaste plan d'investissement en faveur de la transition énergétique.

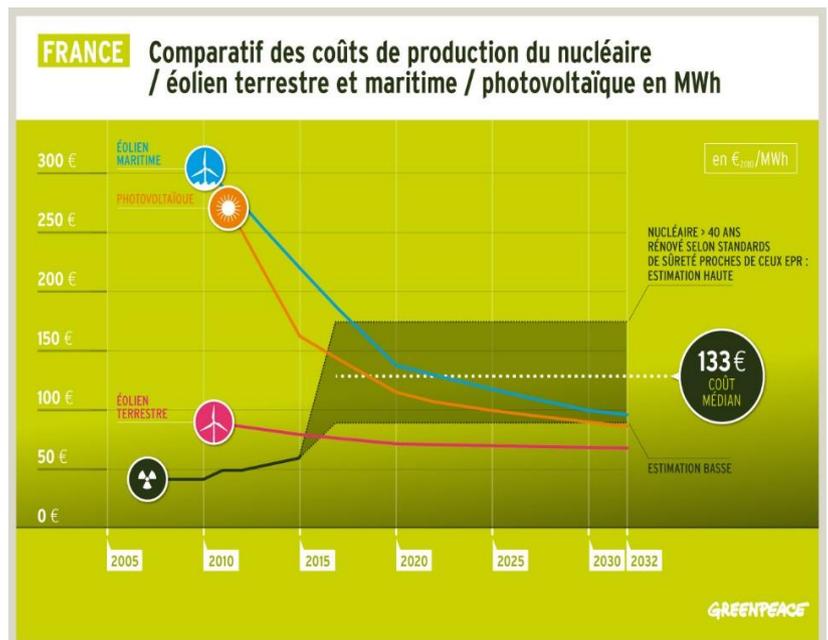
A l'heure où 8 millions de personnes vivent en France en situation de précarité énergétique, il est indécent de dépenser autant de milliards dans l'intérêt exclusif de quelques industriels.

L'argent doit être enfin consacrée à un véritable plan d'économies d'énergie et au soutien à des énergies qui sont dès aujourd'hui moins cher que le nucléaire.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes !

Pour environ 4 Mds€ d'investissements, un réacteur ayant subi un « Grand Carénage » produirait une électricité qui coûterait quelques 130 €/MWh. C'est nettement plus que le coût de production des énergies renouvelables.

Ainsi l'éolien terrestre produit une électricité qui vaut entre 40 et 80 €/MWh en fonction des installations et des localisations. En 2018, le coût de l'éolien en mer sera inférieur à celui du nucléaire...



Il est urgent de changer de modèle énergétique

Paluel une menace permanente sur la Normandie

Le site nucléaire de Paluel est situé sur un territoire très peuplé. La centrale se trouve à 65 km de Rouen, 70 km du Havre et à une centaine de kilomètres de la Grande-Bretagne. Dans un rayon de 10 km autour des réacteurs vivent 18 000 personnes. A une échelle plus vaste, dans un rayon de 100 km, plus de 2 millions de personnes sont sous la menace nucléaire.



Si cette menace n'est pas visible, elle n'en est pas moins réelle. Des études menées en Allemagne, en Angleterre autour du site de Sellafield mais aussi dans la Manche donnent à voir une plus forte prévalence de cancers autour des sites nucléaires.

La très sérieuse Commission internationale de radioprotection a ainsi reconnu en 1990 que « toute dose de rayonnement comporte un risque cancérigène et génétique ».

Le bilan sanitaire du nucléaire, sous-évalué aujourd'hui, est considérable

Une enquête coordonnée par le chimiste anglais Chris Busby, en 2003, chiffre le nombre de décès dans le Monde du aux activités nucléaires civils et militaires à plus de 60 millions. La catastrophe de Tchernobyl à elle seule aurait, selon une évaluation de l'Académie des sciences de l'Etat de New-York, causé la mort d'un million de personnes sur place mais aussi dans tous les territoires exposés au « nuage radioactif »...

Mais de tout cela les pouvoirs publics ne veulent guère parler. Les recherches sur les impacts sanitaires des substances radioactives sont très largement insuffisantes. Et il est bien difficile de savoir aujourd'hui quelle est la situation réelle autour des centrales...

Dire non au nucléaire c'est bon pour l'emploi et les travailleurs

Les premières personnes exposées au risque nucléaire sont les salariés de cette industrie. Nous ne l'oublions pas. Et nous nous inquiétons vivement des annonces récentes d'EDF qui veut supprimer des milliers de postes de travail. Cela se fera aux dépens de la sûreté nucléaire et de l'indispensable protection des travailleurs.

Les premières victimes du nucléaire sont les travailleurs

Une politique de sortie du nucléaire et de transition énergétique serait une formidable opportunité pour l'emploi. En Allemagne, près de 380 000 personnes travaillent dans le seul secteur des énergies renouvelables, sans compter les activités liées aux économies d'énergie. Une analyse économique poussée estime qu'une **transition énergétique avec sortie du nucléaire aboutirait d'ici 2030 à la création nette de plus de 630 000 emplois en France.**

En comparaison, la filière nucléaire représente environ 120 000 emplois directs et indirects selon un rapport rédigé par deux sénateurs notoirement pronucléaires. Ces emplois ne seront pas perdus avec l'arrêt du nucléaire. Des missions seront maintenues pendant de longues années après l'arrêt des réacteurs. Les savoir-faire et l'expérience des travailleurs du nucléaire seront utiles pour d'autres industries. Nombre de compétences sont en effet transférables ou adaptables notamment dans le secteur des énergies renouvelables.

Le Collectif STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs revendique un arrêt immédiat des travaux à Paluel et demande que la procédure de Mise à l'Arrêt Définitif des réacteurs de Paluel soit initiée au titre de la protection des intérêts mentionnés par l'Article L. 593-1 du Code de l'environnement. Puisque l'Etat refuse d'assumer ses responsabilités nous attendons que l'Autorité de Sûreté Nucléaire fasse valoir la réglementation en vigueur et enjoigne l'exploitant nucléaire de mettre ici un terme à ses activités nocives et dangereuses.